

Le refus des vaccins est perçu comme un acte de résistance

A travers l'exemple, cet été en Ardèche, des cas de rougeole nécessitant des hospitalisations, la chercheuse Lucie Guimier expose les raisons historiques de rejet du geste vaccinal

Par **LUCIE GUIMIER** dans les temps longs de l'histoire.

Depuis le début de l'été, six cas de rougeole provoquant des hospitalisations ont été signalés dans le nord de l'Ardèche. Le 17 août, plusieurs organes de presse ont relayé cette information, accompagnée de données communiquées par l'agence régionale de santé (ARS) Auvergne-Rhône-Alpes. Selon l'agence, seulement 71 % des Ardéchois seraient vaccinés contre la rougeole, soit 10 % de moins que la moyenne nationale.

Le vaccin en question, le « ROR », est réputé pour son efficacité et immunise, en plus de la rougeole, contre deux autres maladies virales : les oreillons, qui peuvent provoquer la stérilité masculine lorsqu'ils se manifestent à l'âge adulte, et la rubéole, qui, lorsqu'elle est contractée par une femme enceinte, peut entraîner de graves malformations du fœtus. Pour stopper la circulation du virus de la rougeole, qui compte parmi les agents pathogènes les plus contagieux – un malade contamine en moyenne 15 à 20 personnes non protégées –, le seuil d'immunité de groupe se situe entre 90 % et 95 % : cela signifie qu'il faudrait que 95 % de la population soit immunisée.

UN PUBLIC PRIVÉ DE DÉBAT

L'épidémie naissante signalée en Ardèche n'est donc pas une surprise quand on sait que ce département compte parmi les moins vaccinés du pays. Cette particularité résulte d'un vaccino-scepticisme assez courant dans certains territoires ardéchois, et notamment dans le sud du département, où la seule évocation des Cévennes convoque un tableau coloré de mouvements contestataires qui puise ses racines

La percée du protestantisme au XVI^e siècle, la rébellion des paysans du Vivarais en 1670, la guerre des camisards (1702-1704) et plus récemment les maquis de refuge et d'action durant la seconde guerre mondiale ont marqué l'histoire locale. La littérature du XX^e siècle, ainsi que des artistes engagés comme Jean Ferrat ou Renaud ont ravivé la mémoire de ces lieux de résistances. Il n'est pas anecdotique de rapprocher les résistances politiques historiques de la résistance sociale aux vaccinations, puisque cette dernière s'érige bien contre des forces perçues à tort ou à raison comme des formes de domination : les laboratoires pharmaceutiques, symboles du capitalisme industriel, l'Etat, qui impose des vaccinations à ses sujets, et la corporation médicale paternaliste. L'idée que se vacciner reviendrait à se soumettre à ces différentes formes de domination, et par là même que refuser de se vacciner serait un acte de résistance, est au cœur du mouvement antivaccinal contemporain, qui se nourrit de faits réels, comme la gestion maladroite de la grippe H1N1 en 2009, mais aussi de théories du complot, comme l'idée bien répandue que les vaccins serviraient en fait à l'élaboration d'un génocide mondial. Si l'ensemble de la société est aujourd'hui susceptible d'être confrontée à ces diverses représentations, et d'y adhérer, celles-là ne se répandent pas de la même manière au sein de la population : il faut pour cela que ces idées trouvent un terreau favorable. Comme nombre d'autres lieux en France, l'Ardèche cumule certains facteurs favorisant le refus vaccinal.

Ce département, en plus de son image de terre de résistances qui attire de nombreux néoruraux en quête d'une nature mythifiée et de lieux de vie qui ont un sens, peine

à attirer des médecins. C'est en effet une gageure de s'installer dans certains territoires qui cumulent les fardeaux d'une population et d'une démographie médicale vieillissantes et d'importantes contraintes de mobilité auxquelles concourt un réseau routier sinueux. Or, échanger sur la vaccination avec son généraliste peut parfois convaincre certains parents récalcitrants de protéger leurs enfants. Même s'ils sont eux aussi concernés par la vague de défiance à l'égard des vaccinations obligatoires, la majorité des médecins sait à quel point l'acte vaccinal recouvre des enjeux de santé publique et de « vivre-ensemble ». Se protéger pour empêcher la circulation du virus et in fine protéger les plus faibles (nourrissons, personnes immunodéprimées, etc.) est un argument que les médecins connaissent bien. L'inertie des élus politiques, locaux comme régionaux, sur

les questions de vaccination n'aidant pas, une partie de la population ardéchoise est donc laissée seule face à sa conviction que la vaccination est inutile, voire dangereuse.

Le retour de la rougeole dans certains territoires sous-vaccinés met ainsi en lumière un vaccino-scepticisme qui s'explique à la fois par des idéologies et comportements culturels, mais aussi par des situations politico-sanitaires qui privent la population de débats et d'informations nécessaires à la bonne compréhension du geste vaccinal, autant sur le plan de la protection individuelle que sur celui de la santé publique. ■



Lucie Guimier est docteure en géopolitique à l'Institut français de géopolitique à l'université Paris-VIII